

Pigistes : ces forçats de l'info

Plus d'un journaliste francophone sur cinq est indépendant : « pigiste », comme on dit. Pas par choix, mais parce que c'est là la seule porte d'entrée possible dans ce secteur en crise. Ces forçats de la presse travaillent dans des conditions scandaleuses.

Inès Marty (CSCE)

Voici arrivée la fête de Noël et, une fois n'est pas coutume, toute la famille est réunie, même les lointains cousins. Tour de table avant qu'un ange ne passe : il y a l'avocat, la comptable, le gérant de magasin, la cancérologue qui sort fumer sa clope, l'instituteur, et puis il y a... la journaliste. « Journaliste ?! » Le gentil tonton s'extasie : « Magnifique, ce doit être passionnant ! » Le cousin Jérôme, tendance « complotiste », lance ses flèches : « Alors tu racontes des carabistouilles toute la journée !? Tu es à la solde du grand capital (ou du PTB/Ecolo/PS/etc.) ?! Tu passes ta journée devant ton écran, à piquer des sujets aux "vrais" journalistes, ceux qui n'ont pas le diplôme mais qui sont réellement indépendants, et qui écrivent des blogs hyper intéressants et bien plus objectifs que les articles des journaux !? Et tu gagnes bien ta vie tandis que les bloggeurs, eux, la plupart informent les gens gratuitement !? » Autour de la dinde, Mathilde explique que non, elle n'est pas devant un écran toute la journée, pas plus qu'elle ne pique des sujets à qui que ce soit. Qu'elle n'est pas invitée aux cocktails des partis ni à ceux des banquiers. Qu'elle revient d'un voyage de trois semaines au Bangladesh payé sur sa cassette personnelle, où elle est allée flanquée de son appa-



Beaucoup de journalistes et de techniciens de l'audiovisuel vivent une situation professionnelle très précaire. Comment, dans ces conditions, espérer une presse de qualité et à l'abri des pressions ?

euros par photo publiée, et que la RTBF se tâte. Et qu'en vitesse de croisière (sauf que son rythme s'apparente davantage à un marathon qu'à une croisière), lorsqu'elle produit au moins quinze articles par mois pour « son » journal (et là, elle admet que la qualité n'est pas toujours au rendez-vous), elle gagne 900 euros par

tirent le diable par la queue. Que son amie Valérie, qui écrit pour *Le Soir*, est payée 0,025 euro le signe, soit quelque 62,5 euros pour un article « standard » de 2.500 signes. Que Paul, collaborateur à Sudpresse, reçoit l'aumône de 25 euros pour un même article. Et que tous ces indépendants qui travaillent au desk ou sur le site internet d'un média pendant toute une journée sont payés cent euros par jour, pour les plus chanceux. Tous ces tarifs s'entendent bruts, bien entendu.

Mais on la coupe : « De toute façon, tu ne fais pas ça pour l'argent », tranche sa tante, directrice des ressources humaines dans une grande entreprise...

Le déséquilibre entre l'offre et la demande de boulot entretient un système où les places sont si chères que tout, ou presque, est permis.

reil photo, de son enregistreur et de sa caméra, car elle veut rendre compte de la réalité des réfugiés Rohingyas. Que son reportage est presque prêt, qu'un hebdo s'est engagé à le lui acheter pour... 700 euros, plus 50

mois. Bruts évidemment, puisqu'elle est indépendante.

Elle a envie d'expliquer, aussi, qu'elle n'est pas la seule dans le cas. Que (presque) tous ses jeunes – et beaucoup de moins jeunes – collègues

Un prolétariat intellectuel

« Pas pour l'argent » : tel est souvent le maître mot, et peut-être l'un des dénominateurs communs, des

jeunes qui travaillent dans le monde des médias. L'éventail est large, de l'ingénieur du son à l'« animatrice » d'une émission de loisirs, du rédacteur internet au cameraman, de la journaliste « inter » au critique rock, de la rédactrice « mode » au journaliste « info ». Une armée de passionnés, pour la plupart indépendants ou intérimaires, puisque telle est la condition *sine qua non* pour faire son entrée dans ce secteur en crise et, de plus en plus souvent, pour y rester.

Car en journalisme, la demande est bien plus forte que l'offre. Ce déséquilibre entretient un système où les places sont si chères que tout, ou presque, est permis : mauvaises conditions de travail, faible rémunération, précarité. Certains jettent l'éponge, comme cette pigiste qui, après six ans d'articles payés au signe dans un grand quotidien, a finalement décidé de s'occuper d'un jour-

**Derrière la façade
des médias
francophones
de Belgique
se développe
un véritable
« prolétariat
intellectuel ».**

nal d'entreprise, pour un salaire dont elle n'aurait jamais rêvé, même après dix ans, dans la « grande » presse.

Ainsi, derrière la façade des médias francophones de Belgique se développe un « prolétariat intellectuel » dont le grand public ignore les incroyables conditions de travail et leurs conséquences sur la qualité de l'information. Revenus de quelques centaines d'euros pour des semaines de cinquante heures, barèmes inexistantes ou fixés à la tête du client, tarifs inchangés depuis plus de dix ans, concurrence effrénée, retards ou refus de paiement, soumission absolue aux exigences de l'employeur... Voilà le sort que partagent de plus en plus de journalistes indépendants, qu'ils soient rédacteurs pigistes, intérimaires à la radiotélévision, photographes ou caméramans.

Quand il faut payer pour être (mal) payé

Désormais, les journalistes indépendants de Sudpresse – avant ceux de Rossel ? – doivent financer eux-mêmes les services chargés de l'administration des pigistes.

La direction de Sudpresse (*La Meuse, Nord-Eclair, La Province, La Capitale, La Nouvelle Gazette*) a décidé de confier l'administration et la facturation des pigistes à une société externe sous-traitante (ProUnity). Jusque-là, (presque) rien à redire si, comme l'affirme le groupe de presse, il s'agit de gagner en efficacité. Mais voilà : Sudpresse fait financer ce service externe par ses indépendants : ces derniers doivent laisser 3% de leurs émoluments à cette plateforme, et ce à chaque facturation ! Chez ces indépendants de Sudpresse, qui sont déjà parmi les plus mal payés de la presse quotidienne, la pilule passe mal. Mais, la peur au ventre, certains ont déjà signé leur accord : c'est qu'on leur a clairement laissé entendre que s'ils refusaient, ils avaient le droit... d'aller voir ailleurs.

Mais l'histoire ne s'arrête évidemment pas là : Sudpresse fait partie, pour parler simple, du groupe Rossel. Par conséquent, les journalistes indépendants du *Soir* craignent, eux aussi, de se voir imposer le même système ; des informations circulent selon lesquelles celui-ci entrerait en vigueur à partir de juin 2018. Le sang de la Société des Journalistes Professionnels du *Soir* (SJPS) n'a donc fait qu'un tour. Les membres du CA ont interpellé la direction de Rossel. Extraits choisis :

Cette ponction imposée à nos indépen-

dants réguliers, contributeurs à l'image du journal, s'ajoute de manière autoritaire à d'autres atteintes, déjà dénoncées par la SJPS, tant à la rédaction en chef qu'à la direction générale, dont des tarifications journalières indignes (parfois 100 euros brut) et des retards récurrents (jusqu'à 6 semaines) des paiements des piges, reléguant certains de nos collègues indépendants à des situations d'humiliation et de précarité. Ces situations sont indignes d'un journal dont les prises de position éditoriales, lorsqu'elles s'intéressent à autrui, se veulent intransigeantes à l'égard de pareilles pratiques.

Le CA de la SJPS exige de la direction de Rossel une réponse immédiate aux questions qui lui ont été communiquées.

Il exprime sa solidarité avec les actions entreprises par l'AJP et avec les travailleurs indépendants de Sudpresse dont certaines copies aboutissent, du fait des accords de collaboration intergroupe, dans les colonnes du *Soir*.

Le 24 novembre, la direction répondait en ces termes à la SJPS :

*Bonjour à toutes et à tous,
Ce message en réaction au courriel de la SJPS.*

Rossel déploie actuellement chez Sudpresse un outil de facturation et de gestion administrative, financière et fiscale des productions des journalistes ↗

Variable d'ajustement

La Belgique francophone compte quelque 2.100 journalistes professionnels, la plupart diplômés de l'université ou d'une Haute école. Parmi eux, 480 (29%) sont des indépendants, aussi appelé « freelances » ou « pigistes ». (1) Ils vivent la crise des médias de plein fouet. Taillables et corvéables à merci, pour une rétri-

bution de misère, ils permettent aux journaux d'économiser les cotisations sociales, alors que dans certaines rédactions, les salaires démesurés de chefs « placardisés » (d'anciens rédacteurs-chefs ou directeurs écartés pour n'avoir pas atteint « les objectifs », et soigneusement rangés dans des placards dorés, sans rien perdre de leurs avantages) en feraient pâlir plus d'un. ↗

⇒ indépendants. Chez Sudpresse, la plateforme est dans sa phase de premier lancement et il a été demandé aux pigistes de la tester d'ici à mars 2018.

Ce projet n'est pas encore d'actualité au Soir. Cet outil nous a été présenté à Didier D'Artois et à moi-même pour la toute première fois ce lundi 20 novembre. Nous serons amenés avec la rédaction à analyser ladite plateforme en temps utile (pas avant la fin du test de Sudpresse) et avec la rigueur appropriée quant aux modalités d'implémentation et d'utilisation pour l'ensemble des parties. Ceci sera fait bien évidemment en concertation avec la SJPS. Je déplore sincèrement que des informations incorrectes et non validées par la Direction du Soir, communiquées par des personnes externes au Soir, aient ainsi pu circuler et poser question.

Très cordialement,
Olivier De Raeymaeker
Directeur Général

Un petit joyau de langue de bois, qui ne sera certainement pas de nature à rassurer les indépendants du Soir.

De son côté, l'Association des Journalistes Professionnels (AJP) a écrit à la direction de Sudpresse pour lui demander de revenir sur cette décision scandaleuse, sans succès jusqu'ici. Elle a également interpellé Jean-Claude Marcourt, Vice-président du gouvernement de la Communauté Wallonie-Bruxelles : le décret sur les aides à la presse prévoit en effet « le respect des accords applicables aux indépendants ». Marcourt a promis de se pencher sur la question...

⇒ Les pigistes représentent, en quelque sorte, la « variable d'ajustement » rêvée des journaux. Leurs revenus mensuels sont au plancher : plus de la moitié des journalistes professionnels indépendants ne gagnent pas plus de 2.300 euros bruts/mois, ce qui représente, pour les mieux payés, moins de 1.700 euros nets. 4 sur 10 vivent avec moins de 2.000 euros bruts, et 13% sont

sous les 1.000 euros bruts. Ces rémunérations sont inchangées depuis au moins dix ans, pour la plupart. Et, bien entendu, les pigistes n'ont pas accès aux avantages dont bénéficient les autres salariés des médias

Meuse, etc.), les collaborateurs indépendants de ces journaux ont créé un collectif pour défendre leur gain-pain. Un forum ouvert par l'AJP a rassemblé quelque septante freelances. La direction du Soir – contrairement

Les médias sont plus prompts à dénoncer les abus constatés chez les autres qu'à balayer devant leur propre porte.

auxquels ils collaborent : tickets restaurant, remboursement des frais de déplacement (ou voiture de société), jours de récupération, assurance contre les risques inhérents à certains reportages, assurance hospitalisation et assurance-groupe, participation patronale au supplément légal de la pension de journaliste, etc.

A l'aune de ces conditions financières scandaleuses, on pourrait affirmer que la majorité des jeunes indépendants et autres précaires du secteur de la presse sont des esprits libres, qui ont choisi de privilégier leurs goûts plutôt que leurs revenus. Mais il est évidemment plus facile d'adopter cette attitude désintéressée et aristocratique quand papa et maman veillent au grain, ou lorsqu'on est bien né ou bien marié. Les autres se débrouillent, multiplient les à-côtés et, s'ils persévèrent, c'est qu'ils estiment souvent, en effet, qu'ils touchent l'autre moitié de leur salaire dans le plaisir qu'ils ont à vivre au quotidien ce qui est souvent une passion. Le prix du rêve, parfois de l'illusion.

Du poids de l'action collective

« Seul dans son travail, le journaliste indépendant l'est aussi bien souvent dans la défense de ses droits devant l'éditeur. Et comme cette catégorie de travailleurs est la plus fragile dans le métier, le pigiste pèse souvent le poids d'un pigeonneau dans la négociation », dénonce l'Association des Journalistes Professionnels, qui veille aux intérêts des journalistes et à la qualité de la presse. Il n'empêche : lorsque ces travailleurs précaires unissent leurs forces, leur combat peut s'avérer payant. Ainsi, en mars 2012, suite au plan de synergies annoncé entre les titres du groupe Rosel/Sudpresse (*Le Soir, La Capitale, La*

à celle de Sudpresse – s'est alors intéressée d'un peu plus près au sort de ses pigistes : rien de révolutionnaire, mais un geste de bonne volonté. En décembre 2012, les indépendants de Notélé se sont constitués en collectif, et se sont croisés les doigts durant tout un week-end. Dans les 24 heures, la direction de la télé locale tournaisienne leur fait une proposition. En mars 2013, un « collectif de pigistes (dés)-amoureux de la RTBF » a publié un appel à la direction dans *Journaliste* (le mensuel de l'AJP) pour dénoncer leur situation de « pigistes à durée indéterminée » sans perspective d'engagement. Peu après, un accord social est intervenu, pour attaquer sérieusement le problème (*lire en p. 87*). Il n'empêche : le plus souvent isolés, craintifs à l'idée de perdre un job qui les passionne, s'accrochant à celle d'être quand même engagés un jour, mis en concurrence entre eux, les pigistes n'ont guère le réflexe du collectif. La solidarité, d'ailleurs, est devenue une denrée rare dans l'ensemble de la profession, minée par les plans de restructuration incessants depuis une vingtaine d'années.

La liberté... d'exploiter

Le chemin semble encore long et semé d'embûches pour tous ceux qui choisissent d'embrasser la profession de journaliste. Pour nombre d'entre eux, la réalité de leur métier ressemble un peu à celle décrite dans *On achève bien les chevaux*, le film de Sydney Pollack (1969), adapté du chef-d'œuvre d'Horace McCoy. Robert et Gloria, issus de la *middle class* américaine, participent, six jours d'affilée, à l'un de ces terribles marathons de danse pour décrocher, au bout de la douleur, la prime promise aux vainqueurs. Heureusement, la plupart des jeunes journalistes belges, détenteurs d'un diplôme universitaire ou d'une Haute école, n'en

sont pas là. Mais ils sont de plus en plus nombreux à souffrir, à bosser dans des conditions qu'on n'imagine pas. Ils se serrent la ceinture, peinent à joindre les deux bouts et, en plus, personne ne songe à les en plaindre. Ils ont un travail, prestigieux de surcroît, pourquoi protesteraient-ils ? Eux-mêmes, d'ailleurs, se plaignent rarement publiquement. Ils rêvent de trouver leur place dans la presse, et n'ignoraient pas, en se lançant, que les emplois salariés étaient rares. Mais bien peu imaginaient que cette « liberté de la presse », garante d'une société démocratique, dont se flattent

volontiers les éditeurs, avait son corollaire : la liberté d'exploiter une main-d'œuvre abondante et passionnée.

Et jamais, dans les « grands » médias, on ne parle de cela. Pourtant, dans les rédactions, des journalistes et des éditorialistes se lèvent pour dénoncer les traitements iniques réservés à nombre de travailleurs, les conditions de travail de plus en plus pénibles dans certaines professions, l'ubérisation du travail, la précarisation de la classe moyenne, etc. Mais ces injustices que les médias

dénoncent, elles fleurissent en leur sein. Cette justice qu'ils réclament, ils ne se l'appliquent pas à eux-mêmes. C'est que dans un monde médiatique de plus en plus critiqué, on préfère faire le gros dos plutôt que d'affronter la critique. Soyons de bon compte, ils ne sont pas les seuls à ne pas s'appliquer à eux-mêmes les valeurs qu'ils affichent. Mais les médias sont plus prompts à dénoncer les abus constatés chez les autres qu'à balayer devant leur propre porte. Ce qui est contraire à l'essence même du journalisme. □

(1) Source : AJP

La RTBF... de « service public »

Cela fait des années que la RTBF a recours à des travailleurs intérimaires qui ne bénéficient ni de la stabilité d'emploi, ni des avantages accordés aux contractuels. Des « petites mains » taillables et corvéables à merci, et soumis à toutes les pressions.

Inès Marty (CSCE)

L'année 2013 vient de débuter. Une vingtaine de collaborateurs de la RTBF, dont plusieurs techniciens, adressent un « Appel à la direction de la RTBF », signé par « Un collectif de pigistes (dés-) amoureux de la RTBF ». « Si nous ne sommes pas plus nombreux, expliquent leurs auteurs, c'est qu'un bon nombre craint que leur soutien à ce collectif leur soit un jour reproché et leur cause des soucis professionnels. » Ils dénoncent « des contrats RTBF à la journée, soigneusement entrecoupés de contrats passés via une agence d'intérim (ayant un bureau au sein même de l'entreprise publique). Objectif : éviter que cette succession de petits contrats n'ouvre un quelconque droit à un contrat à durée indéterminée. Le système est bien organisé, et pour cause : loin d'être de petits remplacements occasionnels, ces piges sont nombreuses et occupent souvent la plus grosse partie de l'emploi du temps de ceux qui les prestent. (...) Il rend les pigistes vulnérables en ne leur permettant pas de s'exprimer librement, et en les mettant en concurrence les uns avec les autres. "Si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs". Ce statut crée aussi deux catégories de travailleurs :

ceux qui ont droit à des jours de récupération, et ceux qui n'y ont pas droit, et ce pour un même poste de travail. Diviser pour régner (...). Certains d'entre nous travaillent depuis si longtemps sous ce statut qu'aucun de nos collègues ne s'imagine que c'est sans un contrat digne de ce nom. (...) Espérons que cet appel puisse être l'ébauche d'une nouvelle technique de management plus responsable et plus durable. »

« Une nouvelle technique de management plus responsable et plus durable » ? Ne rêvons pas d'étoiles inaccessibles : le temps des statutaires (« fonctionnaires ») à la RTBF est bel et bien révolu : plus un seul nouvel engagé ne l'est sous ce statut. Mais la règle du contrat à durée indéterminée (CDI) devrait au moins être la règle. Le nombre de contrats temporaires ou « à la pige » devrait être limité. On est loin du compte. Et la direction

de la « grande maison » ne semble pas vraiment pressée d'inverser la tendance. Mais, à chaque mobilisation sociale autour du scandale des pigistes, contrainte et forcée, elle consent l'un ou l'autre « geste » à son armée de forçats. Ainsi, en 2014, ↗

